

24.04.2001

Titre 3 - Fixation de l'intervention des employeurs dans les frais de transport des ouvriers et des ouvrières

Cct du 25 avril 2001, Ar du/20.., Moniteur belge du/20.., modifiant la Cct du 24 mars 1993, Ar du 15 septembre 1994, Moniteur belge du 9 novembre 1994, modifiant la Cct du 21 mai 1991, Ar du 19 juin 1992, Moniteur belge du 3 septembre 1992

Chapitre Ier - Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 2. Tenant compte de l'accord national interprofessionnel 2001-2002 ainsi que de la convention collective de travail 19 *sexies* du Conseil national du travail conclue le 30 mars 2001, l'intervention des employeurs dans les frais de transport pour la distance, aller et retour, des ouvriers et ouvrières entre le domicile et le lieu de travail est fixée ci-après.

Chapitre II - Transport en commun (barème -annexe I)

Art. 3. Les ouvriers et ouvrières qui font usage d'un moyen de transport de la Sncb ont droit, à charge de l'employeur, à un remboursement des frais occasionnés fixé au barème figurant en annexe de l'arrêté royal du 10 décembre 1990 pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 et repris ci-après comme faisant partie de la présente convention.

Art. 4 Le remboursement des frais dont question à l'article 3 se fait au moins chaque mois sur présentation des preuves de la dépense délivrées par les instances compétentes.

Art. 5. Les ouvriers et ouvrières qui font usage du transport public autre que celui organisé par la Sncb (le transport commun urbain et suburbain) sur une distance supérieure à 5 km à calculer depuis l'arrêt de départ ont droit à une intervention supplémentaire de la part de l'employeur.

Les parties signataires fixent comme suit les modalités de cette intervention supplémentaire:

§ 1. a) les ouvriers et ouvrières en cause présentent à la direction des entreprises une déclaration signée certifiant qu'ils utilisent régulièrement, sur une distance supérieure à 5 km, un moyen de transport public en commun (urbain et suburbain) pour se déplacer de leur domicile au lieu du travail et vice-versa;

b) la direction de l'entreprise peut à tout moment contrôler la réalité de cette déclaration;

§ 2. a) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention des employeurs est égale à l'intervention de l'employeur dans le coût de la carte train, assimilée aux abonnements sociaux de la Société nationale des chemins de fer belges, deuxième classe, pour une distance correspondante, sans toutefois dépasser 60 % du prix réel;

b) lorsque le prix est fixe, quelle que soit la distance, l'intervention des employeurs est fixée de manière forfaitaire, et atteint 56 % du prix effectivement payé par le travailleur, sans toutefois excéder le montant de l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance moyenne évaluée à 7 km.

NEERLEGGING-DÉPÔT REGISTR.-ENREGISTR.

25-06-2001

10/8/2001

NR.
N°

585-11

Chapitre III - Transports en commun publics combinés

Art. 6. Lorsque le travailleur combine le train et un ou plusieurs autres moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale - sans que dans ce titre de transport, une subdivision soit faite par moyen de transport en commun public - l'intervention de l'employeur sera égale à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social.

Art. 7. Dans tous les cas, autres que celui visé à l'article 6, où le travailleur utilise plusieurs moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue est calculée comme suit:

après que l'intervention de l'employeur, en ce qui concerne chaque moyen de transport en commun public qu'utilise le travailleur, a été calculée conformément aux dispositions des articles 3, 4 et 5 de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'additionner les montants ainsi obtenus afin de déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue.

Chapitre IV - Autres moyens de transport (barème-annexe II)

Art. 8. Si la distance parcourue entre le domicile et le lieu du travail dépasse 5 km en "vol d'oiseau", les ouvrières et ouvriers ont droit à une intervention dans les frais de transport, suivant le barème ci-après qui fait intégralement partie de cette convention.
Ce barème correspond à une moyenne de 54% du prix de la carte de train.

Pour rechercher les taux de remboursement à utiliser, il convient de mesurer la distance "à vol d'oiseau" séparant le lieu du domicile du lieu du travail (en cas de contestation, référence à la carte administrative de Belgique au 1/300.000, dressée par l'Institut géographique militaire, édition 30 septembre 1968).

Dans certains cas spéciaux, référence peut être faite en cas de contestation à la carte Michelin au 1/200.000.

La distance "à vol d'oiseau" a été corrigée par le multiplicateur forfaitaire tenant compte de la distance légale (cf. *Dictionnaire officiel des distances légales par les voies ordinaires entre toutes les communes de la Belgique*, publié par E. Guyot).

Art. 9. L'employeur maintient le droit d'organiser lui-même à ses frais le transport des travailleurs. En ce cas, il n'est pas prévu d'intervention dans les frais de déplacement, sauf celle stipulée à l'article 7.

Art. 10. Indemnité-vélo.

L'ouvrier/ouvrière qui déclare par écrit, à l'attention de son employeur, qu'il/elle se déplace à vélo de son domicile au lieu du travail pendant au moins 6 mois par an, peut prétendre à une indemnité-vélo à charge de l'employeur au cours de cette période. Cette indemnité s'élève à 2,4 BEF (0,06 €) par kilomètre effectivement parcouru (aller et retour) entre le domicile et le lieu du travail. Pendant la période au cours de laquelle une indemnité-vélo est octroyée à l'ouvrier/ouvrière, cette indemnité n'est pas cumulable avec d'autres systèmes d'intervention patronale dans les frais de déplacement de l'ouvrier/ouvrière.

Chapitre V - Disposition spéciale

Art. 11. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 23 mars 1993, conclue au sein de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, fixant l'intervention des employeurs dans les frais de transport des ouvriers et ouvrières, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 15 septembre 1994 et publiée au *Moniteur belge* du 9 novembre 1994.

Chapitre VI - Validité

Art. 12. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et produit ses effets le 1^{er} avril 2001, à l'exception de l'article 10, qui produit ses effets au 1^{er} mai 2001.

Chacune des parties contractantes peut la dénoncer moyennant un préavis de trois mois; cette dénonciation est notifiée par lettre recommandée à la poste à chacune des autres parties contractantes.

24.04.2001

Titel 3 - Vaststelling van de werkgeversbijdrage in de vervoerkosten van de werklieden en werksters

Cao van 25 april 2001, Kb van, Belgisch Staatsblad van..... tot wijziging van de Cao van 24 maart 1993, Kb van 15 september 1994, Belgisch staatsblad van 9 november 1994

Hoofdstuk I - Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, werklieden en werksters van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Art. 2. Rekening houdend met het centraal akkoord 2001-2002 en de collectieve arbeidsovereenkomst 19 *sexies* van de Nationale arbeidsraad gesloten op 30 maart 2001, wordt de werkgeverstegemoetkoming in de vervoerkosten van de werklieden en werksters voor de afstand, heen en terug, tussen de woonplaats en de werkplaats hierna vastgesteld.

Hoofdstuk II - Openbaar gemeenschappelijk vervoer (barema bijlage I)

Art. 3. De werklieden en werksters die gebruik maken van een transportmiddel van de Nmbs hebben, ten laste van de werkgever, recht op een terugbetaling van de gedragen kosten zoals vastgesteld in het barema dat als bijlage gevoegd is bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 genomen in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 en dat hierna wordt opgenomen als onderdeel van deze overeenkomst.

Art. 4. De terugbetaling van de kosten waarvan sprake in artikel 3 geschiedt minstens om de maand op voorlegging van de bewijzen van uitgave afgeleverd door de bevoegde instanties.

Art. 5. De werklieden en werksters die gebruik maken van openbaar vervoer, ander dan georganiseerd door de Nmbs (het stedelijk en voorstedelijk openbaar vervoer) over een afstand van meer dan 5 km te berekenen vanaf de vertrekhalte hebben recht op een bijkomende tussenkomst vanwege de werkgever.

De ondertekenende partijen leggen als volgt de modaliteiten van deze bijkomende tussenkomst vast:

§1, a) de werklieden en werksters in kwestie leggen aan de directie van de onderneming een ondertekende verklaring voor waarin verzekerd wordt dat zij geregeld over een afstand van meer dan 5 km een (stedelijk en voorstedelijk) openbaar gemeenschappelijk vervoermiddel benutten om zich van hun woonplaats naar hun plaats van tewerkstelling en omgekeerd, te begeven;

b) de directie van de onderneming mag op elk ogenblik controleren of deze verklaring met de werkelijkheid strookt;

§2, a) wanneer de prijs van het vervoer in verhouding tot de afstand staat, is de tegemoetkoming van de werkgevers gelijk aan de werkgeverstussenkomst voor de treinkaart, die geassimileerd wordt met de sociale abonnementen tweede klas van de Nmbs voor een overeenstemmende afstand, zonder evenwel 60% van de reële prijs te overtreffen;

b) wanneer de prijs een eenheidsprijs is, ongeacht de afstand, wordt de bijdrage van de werkgevers forfaitair vastgesteld en bedraagt zij 56% van de werkelijk betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag te overtreffen van de werkgeverstussenkomst voor de treinkaart, geassimileerd met het sociaal abonnement tweede klas van de Nmbs voor een afstand van 7 km.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

25-06-2001

10/8/2001

NR

58 511

Hoofdstuk III - Gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer

Art. 6. Ingeval de werknemer gebruik maakt van een combinatie van de trein en één of meerdere andere gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen dan de trein, en er wordt slechts één vervoerbewijs afgeleverd voor het geheel van de afstand - zonder dat in dit vervoerbewijs een onderverdeling wordt gemaakt per gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel - zal de bijdrage van de werkgever gelijk zijn aan de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement.

Art. 7. In elk ander geval dat de werknemer meer dan één gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruikt dan voorzien in artikel 6, wordt de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afstand als volgt berekend:
nadat met betrekking tot elk afzonderlijk gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel waarvan de werknemer gebruik maakt de bijdrage van de werkgever is berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3 tot en met 5 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, worden de aldus bekomen bedragen bij elkaar opgeteld om de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te stellen.

Hoofdstuk IV - Andere vervoermiddelen (barema bijlage II)

Art. 8. Zo de afgelegde afstand tussen de woonplaats en de werkplaats "in vogelvlucht" 5 km overschrijdt, hebben de werklieden en werksters recht op een tussenkomst in de kosten van het vervoer. Deze tussenkomst **wordt bepaald aan de hand van het hiernavermeld barema dat integraal deel uitmaakt van deze overeenkomst.**

Dit barema beantwoordt aan gemiddeld 54% van de prijs van de treinkaart.

Om het bedrag te vinden dat moet terugbetaald worden, volstaat het de afstand "in vogelvlucht" te bepalen, die de woonplaats scheidt van de werkplaats (in geval van betwisting, verwijzing naar de administratieve kaart van België op schaal 1/300.000, opgemaakt door het Militair geografisch instituut, uitgave 30 september 1968).

Voor sommige speciale gevallen kan in geval van betwisting verwezen worden naar de Michelin-kaart op schaal 1/200.000.

De afstand "in vogelvlucht" is bijgewerkt geworden door een forfaitaire multiplicator, die rekening houdt met de wettelijke afstand (cfr. Dictionnaire officiel des distances légales par les voies ordinaires entre toutes les communes de la Belgique, uitgegeven door E. Guyot).

Art. 9. De werkgever behoudt het recht zelf het vervoer van de werknemers op zijn kosten te organiseren. In dit geval worden geen vervoerkosten voorzien.

Art.10. Vergoeding voor het gebruik van de fiets.

De arbeider/ster die tav. de werkgever een schriftelijke verklaring aflegt waarbij hij/zij bevestigt gedurende ten minste zes maanden per jaar de fiets te gebruiken voor het woon-werkverkeer, heeft gedurende deze periode ten laste van de werkgever recht op een fietsvergoeding. Deze vergoeding bedraagt 2,4 BEF (0,06 €) per Km reële afstand (zowel heen als terug) tussen de woonplaats en de werkplaats. Deze vergoeding kan tijdens deze periode niet worden gecumuleerd met andere werkgeverstussenkomsten in het woon-werkverkeer.

Hoofdstuk V - Bijzondere bepaling

Art.11. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van **24 maart 1993**, gesloten in het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking tot vaststelling van de werkgeverstegemoetkoming

in de vervoerkosten van de werklieden en werksters, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van *15 september 1994* en gepubliceerd in het Belgisch staatsblad van *9 november 1994*.

Hoofdstuk VI - Geldigheid

Art. 12. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor onbepaalde duur en heeft uitwerking met ingang van 1 april 2001 behalve voor artikel 10, dat ingaat op 1 mei 2001.

Elk van de contracterende partijen kan ze opzeggen mits een opzeggingstermijn van drie maanden; deze opzegging wordt bij een ter post aangetekende brief aan elk van de overige contracterende partijen betekend.